

## Éléments d'appréciation de la crise du capitalisme

Des mois durant, responsables politiques de tous bords, dirigeants syndicaux, experts économiques et autres commentateurs ont cultivé de toutes leurs forces le mythe de la « reprise ». Chiffres à l'appui, ceux-ci tentaient de démontrer énergiquement combien « *le pire était passé* ». Hélas, une simple publication du *Bureau of Economic Analysis*, l'INSEE américain, aura suffi à balayer d'un revers de main cette sombre entreprise de mystification. Les statistiques alarmantes communiquées durant l'été du PIB américain, mais aussi japonais et allemand, sonnent le glas de la « reprise ». La dernière des nombreuses crises du capitalisme qui s'est ouverte en 2007 a connu des phases aiguës, puis d'autres moins agitées, tandis que le fardeau de la dette se déplaçait largement du secteur privé vers le secteur public par suite des multiples « plans de relance ». Mais en réalité, cette crise n'est jamais allée à son terme et c'est la raison pour laquelle les conditions à l'enclenchement d'un véritable nouveau cycle de production n'ont jamais été, et ne sont toujours pas réunies, dans les économies capitalistes occidentales, et en premier lieu aux États-Unis.

A côté, les principaux pays « émergents » affichent des rythmes de croissance dont la vigueur n'a d'égale que l'exubérance. Au premier rang desquels la Chine, où les signes de surchauffe et d'emballement sont nombreux. Le fléchissement brutal de la croissance dans les pays capitalistes développés, et en conséquence l'affaiblissement de leur capacité à absorber la production de l'économie chinoise, constitue aussi une menace directe pour cette dernière. D'autant plus que tout ralentissement de l'activité en Chine est susceptible d'y provoquer un regain de tension sociale lourd de conséquence. Le président de la Banque mondiale reconnaît ainsi : « *Les moteurs de l'émergence fulgurante de la Chine sont en train de s'essouffler* ».

En Europe, sur fond de croissance atone, l'union monétaire se délite un peu plus chaque jour sous le poids

de ses propres contradictions. Le plan de sauvetage (des créanciers) de la Grèce, les interventions de la BCE, ou encore le « gouvernement européen » proposé par Sarkozy et Merkel, toutes ces gesticulations, aussi ridicules qu'improvisées, dissimulent mal la véritable nature et l'ampleur de la difficulté devant laquelle se trouvent les états européens, mais aussi américain et japonais : comment résorber ces volumes de dette colossaux que, même les offensives les plus acharnées contre le prolétariat semblent à ce jour incapables de réduire de façon substantielle, avec une croissance proche de zéro, un niveau de chômage très élevé et une lente mais continue érosion des parts de marché mondiales au profit des pays « émergents » ?! En fin de compte, crises bancaires et crises de la dette ne sont que les manifestations d'une crise plus générale que tous se refusent sciemment à désigner tant ce mot leur écorche la bouche : c'est le mode de production capitaliste – ce système dans lequel, en dernier ressort, toutes les activités humaines sont subordonnées à la loi du profit – qui est ouvertement à nouveau en crise depuis quatre ans déjà, étouffant lentement sous le poids de ses propres contradictions.

Or, contrairement au premier épisode de cette crise, au cours de laquelle états et banques centrales avaient pu mettre en œuvre une batterie de mesures de soutien, cette fois, le chargeur semble épuisé. D'un côté les états, étranglés par leurs propres dettes, ne disposent d'aucune marge de manœuvre budgétaire, bien au contraire. De l'autre, les banques centrales ont déjà abondamment fait usage de la monétisation de la dette, et leurs capacités d'intervention semblent extrêmement restreintes. Comme le note Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie : « *Maintenant que l'ampleur du problème est apparue en pleine lumière, une nouvelle certitude a surgi : la certitude que, quelles que soient les mesures adoptées, les choses vont empirer. Une léthargie prolongée apparaît désormais comme le scénario optimiste.* »

---

### Le moteur capitaliste des États-Unis et de l'Europe à l'arrêt

---

Un sourd et puissant craquement. Tel a été l'effet de la publication par le *Bureau of Economic Analysis* des statistiques du PIB américain au mois de juillet. Au cours du premier trimestre 2011, l'économie américaine n'a en réalité crû qu'au rythme de 0,4% (contre 1,9% lors de la précédente estimation !). Pour le deuxième trimestre, les premières évaluations donnent la croissance à 1%. Mais surtout, le *Bureau of Economic Analysis* a fortement revu à la hausse l'ampleur de « Grande Récession » des années précédentes : le recul du PIB a finalement été révisé de 0,1% à 0,3% pour 2008, et surtout de 2,6% à 3,5% pour 2009. Cet approfondissement de la crise s'est confirmé lorsque sont parues à leur tour les statistiques du PIB

allemand du second trimestre : une croissance de 0,1% ! Quant à l'archipel japonais, durement frappé par la crise de Fukushima, il est retombé en récession depuis le début de l'année et son PIB affiche un recul de 0,3% au deuxième trimestre. Bref, non seulement, à son pic, la crise a été bien plus profonde que ce que l'on estimait jusqu'à présent, mais, de surcroît, la maigre croissance économique entraperçue depuis lors disparaît, tandis que la dette publique atteint des niveaux vertigineux.

Aux États-Unis, la plupart des indicateurs témoignent d'un ralentissement brutal de l'activité. Dernier en date, l'indicateur d'activité de la réserve fédérale de Philadelphie est passé d'un niveau légèrement positif

(+3,2) à un niveau très fortement négatif en août (-30,7) et en septembre (-17,5), reflétant une contraction marquée de l'activité les mois passés. Les créations d'emplois sont insignifiantes et le taux de chômage officiel (grossièrement sous-estimé) reste durablement ancré autour de 10 % : « *La banque centrale américaine (Fed) a noté le 9 août la "détérioration de la conjoncture générale sur le marché de l'emploi ces derniers mois", et a estimé que les difficultés économiques actuelles ne laissent présager qu'un reflux lent et graduel du chômage.* » (Les Échos 18/08/2011)

L'immobilier est quant à lui toujours pris au piège dans une spirale déflationniste : « *Mais c'est surtout l'immobilier qui nourrit l'inquiétude. Rien n'enraye l'effondrement des prix : - 19,3 % en moyenne depuis fin 2006, au plus fort de la bulle immobilière. Il est particulièrement fort dans les États dévastés par la bulle spéculative (Floride, Californie, Nevada, Arizona...), où la chute tourne autour de 50 %. Surtout dans des États touchés par la crise (Michigan, Géorgie) ou même moins atteints (Oregon, Idaho), le bâti a, là aussi, perdu le quart, voire le tiers de sa valeur ces derniers mois. Selon l'indice Case-Schiller, l'immobilier, dont les prix sont remontés à partir de 2009, repart partout à la baisse : - 3,6 % au dernier trimestre 2010, - 4,2 % au premier trimestre 2011. Des villes comme Chicago et Minneapolis, d'autres symboles de la nouvelle économie comme Seattle, Charlotte ou Portland, sont gravement affectées. Les prix ont baissé de 27,9 % à Atlanta et de 58,6 % à Las Vegas, un record national.* » (Le Monde 05/06/2011).

En Europe, tandis que la France, l'Espagne ou l'Italie ont annoncé des taux de croissance avoisinant les 0% au deuxième trimestre, le ralentissement marqué du PIB allemand préfigure de terribles jours pour la zone euro car, de fait, l'Allemagne est à la fois le moteur économique de la zone euro et la garantie *in fine* de l'ensemble du système monétaire et financier européen.

L'Italie ou l'Espagne de leur côté pourraient très bien être acculées à faire appel au déjà trop petit FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) dès le prochain raidissement du marché obligataire.

Et cependant que la situation en Grèce – authentique laboratoire expérimental des offensives contre les acquis ouvriers – ne cesse d'empirer : « *La Grèce, qui traverse sa troisième année de récession, n'entrevoit pas le bout du tunnel. Au contraire : "Les premières prévisions tablaient sur un recul de 3,5%, mais ensuite cela a changé (...) et nous sommes maintenant au niveau de -3,8%-3,9%", a affirmé le ministre grec des Finances, Evángelos Vénizélos dans un entretien à la radio athénienne Skaï. "Désormais, il y a une fourchette de prévisions qui peut aller au-delà de -4,5%, et on va voir où cela va se situer", a-t-il ajouté. "Je serais heureux si nous avons le meilleur résultat, mais la vérité est que la conjoncture nationale et internationale a empiré la récession", a ajouté le ministre. Selon les estimations provisoires de l'Autorité des statistiques grecques (Ase), le PIB grec s'est fortement contracté au deuxième trimestre 2011, de 6,9% par rapport à la même période en 2010, contre 5,5% au premier trimestre.* » (Les Échos 19/08/2011).

Le Portugal, bien que dans une situation légèrement moins dramatique, est tout de même en très mauvaise posture : « *L'économie portugaise s'est contractée de 0,9% au deuxième trimestre par rapport à la même période de 2010, selon une estimation provisoire publiée mardi par l'Institut national des statistiques (Ine). Ce recul "est lié à une nette diminution de l'investissement et des dépenses de consommation des ménages, surtout en ce qui concerne les biens durables", a expliqué l'Ine dans un communiqué. Le Produit intérieur brut du Portugal est en revanche resté stable par rapport aux trois premiers mois de l'année. L'économie portugaise est entrée en récession fin 2010, avec un recul du PIB de 0,6% au dernier trimestre de l'an dernier et encore de 0,6% sur les trois premiers mois de l'année.* » (Le Figaro 16/08/2011)

Le constat est on ne peut plus limpide : aux États-Unis, en Europe et au Japon qui, à eux seuls, contribuent à plus de la moitié de la production mondiale, le moteur économique cale. Tous les indicateurs sifflent la fin de la « reprise » et confirment l'entrée de la crise dans une nouvelle phase. Même si les pays « émergents » paraissent en meilleures postures, cela n'infléchit en rien cette tendance. C'est ce que nous allons voir à présent.

---

### La Chine et les « émergents » s'emballent...

---

Si les États-Unis, l'Europe et le Japon constituent toujours le noyau du capitalisme, force est de constater que depuis deux décennies leur hégémonie économique dans la production et les échanges mondiaux s'érode progressivement. Année après année, des pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde affirment davantage leur importance économique. Toutefois, il s'agit de changements principalement quantitatifs et non pas encore qualitatifs. Ces pays « émergents » demeurent entièrement subordonnés aux tendances de fond qui animent les impérialismes américains, européens, et japonais. Le ralentissement économique prononcé de ces derniers ne peut rester sans effet sur la situation de ces capitalismes « émergents », d'autant plus que ceux-ci présentent tous les symptômes d'une surchauffe du moteur économique : inflation, forte expansion du crédit, et signe de

surproduction. Cela étant dit, concentrons-nous maintenant sur le cas emblématique de la Chine.

Il est difficile de se faire une idée précise de la situation économique en Chine, et cela pour au moins deux raisons. La première consiste en ce que la Chine est un capitalisme fonctionnant encore très largement sous le contrôle direct de l'état, ce qui lui confère certaines singularités. La seconde réside dans le peu de fiabilité entourant les statistiques économiques officielles. Malgré tout, il est possible d'apprécier certains traits généraux et de dégager les tendances économiques de fond œuvrant actuellement en Chine.

Ainsi, la croissance du PIB chinois du deuxième trimestre s'est établie à 9,5% contre 10,3% un mois plus tôt. La faiblesse de la croissance aux USA explique en partie ce ralentissement : depuis le début de l'année, les

exportations chinoises vers les USA n'ont progressé que de 9,8%, soit une croissance deux fois plus faible que celle de l'ensemble des ventes de la Chine à l'étranger. Les exportations de la Chine vers l'Europe n'ont guère été meilleures, ce qui montre bien que cette dernière, minée par la crise de la dette, est incapable de prendre le relais des USA pour absorber les produits *made in China*. Ce ralentissement de la croissance des exportations de la Chine vers les USA et l'Europe risque de s'accroître encore un peu plus dans les mois prochains, au fur et à mesure des « plans d'austérité » adoptés dans les principaux pays impérialistes. En particulier, l'accord trouvé entre démocrates et républicains pour réduire d'au moins 2400 milliards de dollars le déficit public, et qui fait figure de plus grand « plan d'austérité » de l'histoire. La conjonction de ces énormes coupes budgétaires avec le gigantesque « plan de relance » chinois est en train de créer les conditions d'une grave crise de surproduction en Chine. Or, cette menace d'une crise de surproduction chinoise est d'autant plus lourde qu'elle n'est pas liée uniquement au faible taux de croissance aux USA et en Europe.

Le ralentissement de la croissance du PIB chinois s'explique également par des raisons internes, liées à une économie dont la croissance repose en très grande partie sur l'investissement, élargissant sans cesse les capacités productives de la Chine bien au-delà de ce qu'est capable d'absorber le marché mondial, mais aussi le marché intérieur chinois. Comme l'indique Martin Wolf, lorsque l'on examine la structure de l'économie chinoise et ses évolutions, on constate que « *l'investissement a en réalité augmenté plus vite que le PIB. De 2000 à 2010, la croissance de l'investissement fixe brut a été en moyenne de 13,3 % tandis que la moyenne de la croissance de la consommation privée s'établissait à 7,8 %. Au cours de la*

*même période, la part de la consommation privée dans le PIB s'est effondrée, passant de 46 % à 34 %, tandis que la part de l'investissement fixe grimpeait de 34 % à 46 %.* » (Le Monde 21/06/2011). Ce surinvestissement procède notamment des flux de capitaux étrangers en augmentation constante, américains et européens précisément. Afin de faire face à la baisse tendancielle du taux de profit, les impérialismes viennent tirer parti de l'exploitation extrême de la classe ouvrière chinoise, ce qui leur offre un léger répit mais absolument pas une issue. Car en Chine comme ailleurs, ce mouvement de surinvestissement conduit inévitablement à la surproduction.

Ainsi, le troisième et dernier facteur qui pousse au ralentissement de la croissance chinoise est une conséquence directe du précédent : l'apparition de surcapacités productives qui, liées à la suraccumulation du capital, nourrissent des doutes sur « *le volume des dettes qui, un peu partout dans le pays, risquent de ne jamais être remboursées* » (Les Échos 06/09/2011). Il n'y a pas que les États-Unis et la zone euro qui croulent sous une montagne de dettes, la Chine aussi. La bombe à retardement de la dette chinoise se concentre au niveau des collectivités locales. En juin dernier par exemple, le bureau national de l'audit chinois a révélé des dettes colossales (que certains considèrent pourtant comme sous-estimées !) : 10 700 milliards de yuans. L'agence de notation Moody's a même averti qu'en l'absence d'un plan pour maîtriser la dette des collectivités locales, la notation des banques chinoises pourrait être dégradée. De fait, la dette des collectivités locales alourdit considérablement la dette publique chinoise : si la dette du seul État central représente 20% du PIB, en y ajoutant les dettes des collectivités locales, le volume de dettes se situe en réalité dans une fourchette de 70 à 80% du PIB.

---

### ... sur fond d'endettement croissant

---

Dans le fond, cette crise de la dette des collectivités locales à venir est la conséquence directe du plan de relance hors norme adopté par Pékin pour faire face à la crise. Sur les 4000 milliards de yuans de ce plan, le gouvernement chinois n'a fourni que 1200 milliards de yuans, laissant le reste du financement à la charge des collectivités locales et aux entreprises publiques. D'où l'orgie d'emprunts effectués par ces dernières avec tous les risques que cela comporte : la banque d'investissement USB évalue à 460 milliards de dollars le montant de ces prêts qui pourraient ne pas être remboursés dans les années à venir. La dette des collectivités locales est d'autant plus menaçante pour l'économie chinoise qu'elle a été investie en partie dans des projets immobiliers qui ont alimenté une bulle plus importante en volume que celle à l'origine de la crise des *subprimes* aux USA. Cette bulle a provoqué une escalade des prix immobiliers et un immense surplus de logements invendus. En témoigne également l'étude de la banque d'investissement Crédit Suisse qui estime qu'à Wuhan (12<sup>e</sup> ville du pays avec 9 millions d'habitants) il faudrait plus de 8 ans pour écouler le stock de logements invendus.

L'endettement a seulement été le levier pour financer des projets ; et le fond du problème vient de ce que ces projets, immobiliers notamment, sont sans aucune relation avec les besoins et les capacités réels de consommation. Par exemple : « *l'utilité de ces infrastructures diminue tendanciellement. La Chine n'est plus ce pays où tout reste à construire. Au moment où l'on découvre que le ministère des Chemins de fers a surinvesti dans les TGV, construisant à toute vitesse un gigantesque réseau que nul ne sait réellement rentabiliser, Pékin sait qu'il est urgent de freiner l'investissement.* » (Les Échos 06/09/2011).

On peut tirer trois conclusions de cet endettement excessif des collectivités locales et de la bulle immobilière qu'il contribue à alimenter.

D'abord, d'un point de vue général, ce niveau d'endettement montre bien que malgré ses forts taux de croissance depuis 20 ans, la Chine ne constitue pas un nouveau modèle de développement économique qui donnerait un coup de jeune à l'impérialisme. En réalité la croissance chinoise s'insère pleinement dans le mode de production capitaliste dont elle porte les traits caractéristiques, en particulier la nécessité de recourir au parasitisme, à l'émission massive de capital fictif pour que

l'accumulation du capital puisse se poursuivre. Aussi puissante soit-elle, la Chine n'en subit pas moins, comme ses concurrents, la contradiction fondamentale du capitalisme : la contradiction entre le caractère social et international de la production et la propriété privée des moyens de production dans le cadre de frontières nationales. Elle y échappe d'autant moins que sa croissance est très dépendante de l'économie mondiale via le volume de ses exportations.

Ensuite, cet endettement de la Chine menace la croissance mondiale : l'année dernière, la Chine a contribué pour plus de 30% à la croissance mondiale. Or la contraction de la demande aux USA et en Europe, combinée à la nécessité de donner un tour de vis pour resserrer le crédit en Chine, tout cela ne peut que tirer la croissance de la Chine vers le bas, et donc également la croissance mondiale. D'ores et déjà, le ralentissement de la croissance chinoise se répercute aux quatre coins du monde : la demande chinoise de matières premières a déjà brutalement reculé avec, en juin, une baisse en volume de 11,5% pour le pétrole et de 15% pour le cuivre.

Enfin, sur le plan politique, tout ralentissement économique ne peut qu'alimenter la colère et le combat du prolétariat le plus nombreux et le plus concentré au monde, avec 400 millions d'ouvriers en Chine. Ces dernières semaines, on a assisté à des grèves et à des manifestations en relation avec la hausse de l'inflation

provoquée par l'abondance des liquidités en circulation suite à l'ouverture des vannes du crédit en Chine : par exemple, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 14% en 1 an et le prix du porc a lui bondi de 57%. Cette hausse des prix intensifie le combat des travailleurs chinois contre les bas salaires : cela a été le cas le mois dernier à Zeng-Chen, près de Canton, grande région industrielle d'exportation.

En somme, la crise qui se prépare en Chine se situe à une échelle beaucoup plus grande que celle de 1997, et ce d'autant plus qu'elle se combine avec une contraction des débouchés aux USA et en Europe. La théorie du « découplage » entre la croissance insolente de la Chine et la faible croissance des autres puissances impérialistes vit ses derniers moments. La Chine ne pourra pas jouer seule le rôle de locomotive de la croissance mondiale, et encore moins se muer en sauveur du capitalisme en crise : c'est cette réalité qu'exprime la fin de non-recevoir brutale opposée par Gao Xiping, président du fonds souverain *China Investment Corp*, à un éventuel renflouement des banques européennes par des fonds chinois : « *Nous ne sommes pas des sauveteurs, nous devons nous sauver nous-mêmes* » (*Wall Street Journal* 26/09/2011). En Chine comme ailleurs, la crise accumule les éléments d'une catastrophe sociale et économique majeure qui alimentera de gigantesques affrontements de classes.

---

### **La prétendue « reprise » n'était que la conséquence des plans de sauvetages du capitalisme**

---

Pour les impérialismes, le tableau est très clair : une croissance nulle ou négative conjuguée à des niveaux d'endettement exorbitants. Mais l'on ne peut se contenter de simplement relever ces chiffres de croissance alarmants. Il nous faut faire la lumière sur les raisons immédiates de ce fléchissement et les enseignements qu'elles peuvent nous apporter.

Lorsque nous ironisons sur la prétendue « reprise » – cette camelote que tous, des gouvernements aux dirigeants syndicaux ont tenté de nous vendre –, il ne s'agit pas de nier que la crise ait connu une période d'accalmie après la tempête des années 2008 et 2009 ni que certains pays, les États-Unis et l'Allemagne en tête, soient techniquement sortis de la récession. Mais, il est d'abord essentiel de noter que toute cette amélioration temporaire de la situation s'est faite au profit des entreprises et de leurs actionnaires, comme l'indique par exemple une étude réalisée par une université américaine et révélée par le site du *New York Times* (30/06/2011) : « *Entre le deuxième trimestre de 2009 et le quatrième trimestre de 2010, le revenu réel national des États-Unis a augmenté de 528 milliards de dollars. Les bénéfices avant impôts des entreprises ont augmenté à eux seuls de 464 milliards de dollars tandis que les salaires réels et les traitements agrégés ont augmenté de seulement 7 milliards de dollars, soit seulement 0,1%. Au cours de cette période de six trimestres, les bénéfices des entreprises ont capturé 88% de la croissance du revenu national réel alors que les salaires et traitements agrégés ne représentaient qu'un peu plus de 1% de la croissance du revenu national réel.* »

Ensuite, il est indispensable de dénoncer l'aveuglement et les mensonges que sont, d'une part le refus de désigner la cause de cette légère rémission de l'économie mondiale – à savoir les vastes plans de sauvetage mis en œuvre –, d'autre part la volonté farouche de la faire passer pour ce qu'elle n'est pas : le démarrage d'un nouveau cycle de production. En effet, le mode de production capitaliste est rythmé par des cycles, dont booms et crises constituent les deux versants. La crise est tout autant la conséquence des excès de la phase d'expansion passée, et l'expression de la nécessité de leur purge, que la condition indispensable à l'enclenchement d'un nouveau cycle de production. Et c'est précisément ici que réside la contradiction qui étrangle actuellement les économies des pays capitalistes avancés.

Au fond, le problème est simple : la grande purge des déséquilibres amassés des années durant n'a pu aller à son terme. Si les gouvernements et les banques centrales n'étaient intervenues, il est hors de doute que la production se serait bien davantage effondrée, qu'un très grand nombre d'entreprises et de banques auraient fait faillite, qu'une quantité encore plus grande de capital aurait été soudainement détruite ou dévalorisée, et ainsi de suite. La crise n'en aurait été que plus brutale, plus profonde et les antagonismes de classes plus exacerbés. C'est précisément ce que les banques centrales et les gouvernements – instruits par la crise de 1929 – souhaitaient à tout prix s'épargner, injectant pour cela des milliers de milliards de liquidités dans les économies capitalistes, avec l'inébranlable conviction de pouvoir « se refaire » sur le dos des masses. Cela a permis de temporiser et d'atténuer

la violence de la crise sans pour autant faire disparaître les contradictions réelles. Les plans de sauvetage du capitalisme ont tenu à bout de bras les pays capitalistes avancés, si bien que la prétendue reprise n'était en vérité que la conséquence prévisible du soutien des états à l'économie et sûrement pas le signal de l'ouverture d'un nouveau cycle de production ; au contraire !

A cet égard, la brochure de Stéphane Just sur les crises de l'impérialisme (*Aperçus sur les crises à l'époque impérialiste*) est très instructive, particulièrement ce passage dans lequel il évoque les « conditions du redémarrage d'un nouveau cycle [...] ». Ce sont la liquidation d'une masse plus ou moins grande de capital sous ses formes capital-marchandise, capital-instruments de production ; la dévalorisation générale du capital ; la baisse de valeur de la force de travail et l'aggravation de son exploitation intensive et extensive ; la liquidation par défaut d'une partie de l'endettement. » Baisse de la valeur de la force de travail et exploitation mises à part, c'est précisément tout ce que les gouvernements ont cherché à esquiver en mettant en œuvre leurs nombreux plans de sauvetage du capitalisme.

En agissant ainsi, les gouvernements bourgeois ont empêché la crise d'épuiser ses fonctions, de procéder à la grande dévalorisation de capital rendue indispensable, et

ont artificiellement soutenu l'activité. Par leurs actions, ils ont momentanément enrayer ce processus d'épuration et de correction des déséquilibres accumulés année après année, de sorte qu'aujourd'hui, tout enclenchement d'un nouveau cycle de production semble illusoire. C'est la contradiction qui s'affirme avec force en ce moment : évitant que la crise n'aille à son terme, les gouvernements se sont épargné des conséquences désastreuses pour un bref laps de temps ; mais, par là même, ils ont dressé des entraves majeures au redémarrage de l'économie sur la base d'un nouveau cycle. Les capitalistes ont chassé la récession par la porte, mais voilà que la crise de la dette toque à la fenêtre !

C'est exactement ce que percevait dès 1996 Stéphane Just : « La couverture de tous ces krachs et crises, à tout le moins la limitation de leurs conséquences, ont jusqu'à présent été assurées par les Etats bourgeois, naturellement au détriment des finances publiques. Cela durera jusqu'au jour où ils se répercuteront en chaîne et ne pourront plus être couverts, d'autant plus que le crédit des Etats bourgeois est lui-même vacillant et que la couverture de ces krachs et crises contribue à le ruiner » (« Conjoncture économique et capital fictif, flottant et spéculatif », CPS n°60). Ce qui n'était qu'une perspective en 1996 s'impose aujourd'hui comme une réalité.

---

### **La multiplication des offensives contre les acquis ouvriers : la seule solution de la bourgeoisie face à l'aggravation de la crise de surproduction**

---

Il est ici l'occasion de discuter une question importante. Contrairement à ce que certains laissent entendre actuellement, et particulièrement les appareils syndicaux, ce ne sont ni la fin des mesures de soutien, ni les « plans de rigueur » qui sont *fondamentalement* à l'origine de l'approfondissement de la crise. C'est prendre la question à l'envers.

Il est évident que l'amenuisement du soutien des états bourgeois fait disparaître l'apparence de la « reprise » qu'il avait su créer, tout autant qu'il n'y a pas de doute concernant le fait que les attaques contre les conditions de travail et d'existence des masses réduit encore davantage la sphère de la consommation. Mais y voir *l'origine* de l'aggravation de la crise est un contresens car ces offensives contre le prolétariat ne sont pas autre chose que la réponse nécessaire de la bourgeoisie à l'approfondissement de la crise du capitalisme.

Autrement dit, ce ne sont pas les « plans d'austérité » qui mènent à la crise, bien qu'ils puissent l'alimenter ; c'est au contraire la profondeur de cette crise et sa réapparition soudaine qui forcent la bourgeoisie à multiplier ses attaques pour augmenter l'exploitation de la force de travail et baisser son coût. Fondamentalement, ce n'est pas non plus l'arrêt des plans de soutien du capitalisme qui précipitent les économies dans la récession, mais c'est la réaffirmation de la crise qui impuissante ces interventions et les rend donc très coûteuses et de plus en plus inutiles pour la bourgeoisie. Laisser entendre que l'on pourrait s'épargner la crise en refusant ces offensives contre les acquis ouvriers, c'est ne rien comprendre à la crise du capitalisme.

Du reste, les appareils syndicaux non seulement ne mènent aucun combat réel en défense de ces acquis, mais prennent en charge toutes les attaques via le « dialogue social ». Mais leurs « théories » ne visent à rien d'autre qu'à accréditer l'idée qu'il y aurait une autre voie, un « meilleur chemin » permettant de sortir de la crise... dans le cadre maintenu du mode de production capitaliste.

Dans ce contexte, des augmentations de salaires, tout comme la persistance d'acquis collectifs, *a fortiori* leur amélioration, pèseraient encore davantage sur le taux de profit et seraient donc des facteurs d'aggravation de la crise du capitalisme. Bien entendu, ce n'est pas une raison pour ne pas revendiquer des augmentations de salaires ou la création de postes supplémentaires, mais sans les présenter comme une solution alternative à la crise du capitalisme comme le font actuellement les organisations et partis issus du mouvement ouvrier.

En effet, cette crise du capitalisme est d'abord et avant tout une crise de surproduction. Surproduction dans l'immobilier aux États-Unis, en Espagne et en Irlande. Surproduction également dans l'industrie automobile aux États-Unis toujours, en France, en Allemagne ou en Chine notamment. Par exemple, en Espagne, entre 1997 et 2006, 5,5 millions de logement neufs étaient construits tandis que seulement 3,5 millions de nouveaux ménages se constituaient. Et une immense partie de ces logements consistaient en des résidences secondaires. Pour l'industrie automobile, une étude d'un cabinet (KPMG) auprès de cadres des plus grandes firmes évaluait en 2009 les « surcapacités » entre 20 et 30% aux États-Unis. Le président de General Motors en Europe estimait

récemment que ce chiffre était de 15 à 20% pour le marché européen.

Or c'est afin d'absorber cette surproduction de marchandises que le recours à l'endettement s'est accru considérablement ces dernières décennies, au plus grand profit des banques. Ainsi en 2007, le taux d'endettement des ménages en pourcentage de leur revenu disponible, se situait à 176% en Irlande, 145% en Angleterre, 138% aux États-Unis et 115% en Espagne. Mais c'est aussi précisément ce levier qui s'est brisé en 2008, précipitant le monde dans la pire crise de surproduction depuis 1929 : soudainement, des millions de marchandises ne trouvaient

plus de débouchés, empêchant ainsi la réalisation de la plus-value qu'elles contenaient.

Pour un temps, les états ont pris le relais, mais à présent que la crise de la dette atteint son paroxysme, seule une purge violente des moyens de production, capital et force de travail, est en mesure de rouvrir un éventuel cycle d'accumulation de capital. Ce qui ne signifie rien d'autre que d'une part, une dévalorisation massive de capital, et, d'autre part, de démultiplier les offensives les plus barbares contre les acquis ouvriers et d'intensifier l'exploitation de la force de travail.

---

### **Au sommet de la bourgeoisie, la confusion et la désorientation la plus grande règnent**

---

Dans ce contexte d'aggravation brutale de la crise du capitalisme, ce qui prédomine actuellement c'est l'incapacité la plus totale des gouvernements bourgeois et des capitalistes à comprendre un tant soit peu ce qui se déroule ; ils naviguent à vue et sont dans l'improvisation la plus grande. Le communiqué issu du G7 du 9 septembre l'illustre parfaitement : « *Impavides face à la tempête boursière et médiatique qui a soufflé toute la journée du vendredi 9 septembre, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni), réunis à Marseille, ont publié dans la soirée un communiqué baptisé "termes de référence agrées" qui procède de la méthode Coué. [...] Le dernier paragraphe du communiqué est un aveu d'impuissance. "Nous allons travailler avec nos collègues du G20 et du Fonds monétaire international au rééquilibrage de la demande et au renforcement de la croissance mondiale", écrivent les "7". Ils n'en ont guère les moyens et ce sont les treize autres pays du G20 qui vont peut-être éviter une rechute en récession.* » (Le Monde 12/09/2011).

Le modeste plan de relance d'Obama annoncé en septembre, succédant aux monstrueuses coupes budgétaires de juillet, démontre également l'ampleur des

doutes et des hésitations qui saisissent la classe bourgeoise : « *Le plan présenté par le président américain a été accueilli par des critiques de certaines organisations patronales et des encouragements mêlés de scepticisme par certains syndicats d'employés. "Nous sommes déçus que le président n'ait présenté aucune idée nouvelle", a réagi un syndicat patronal de la construction, Associated Builders and Contractors dans un communiqué. Un son de cloche semblable est venu d'une des principales organisations d'industriels, la NAM, pour qui "le président a malheureusement faux sur toute la ligne ce soir". Pour la NAM, ce que M. Obama aurait de mieux à faire pour soutenir l'emploi serait de forcer le Congrès à ratifier les accords de libre-échange.* ». Seule demeure la certitude instinctive que l'éventuelle sortie de crise passerait nécessairement par l'éradication de toutes ces conquêtes sociales qui, plus que jamais, pèsent sur le taux de profit et entravent le processus d'accumulation du capital.

En somme, maintenant que la crise s'approfondit, les mesures de soutien à l'économie laissent place aux attaques frontales contre les acquis ouvriers tandis que la vague de défauts souverains apparaît de plus en plus imminente : l'indispensable purge se réaffirme avec force.

---

### **Aperçu théorique sur la question de la dette**

---

Jusqu'à présent, nous avons choisi de laisser la question de la dette relativement de côté. C'est une façon de mettre l'accent sur le fait que la crise de la dette est bien davantage une conséquence qu'une cause du problème réel qu'est l'arrêt du moteur économique.

Un titre de dette est simplement la preuve de l'octroi d'un crédit. Lorsqu'une entreprise lève des fonds, lorsqu'elle contracte un crédit sur le marché, elle émet des titres de dette dont les prêteurs se retrouvent possesseurs. Mais la dette d'un état n'est pas tout à fait de même nature que la dette d'une entreprise. Laissons la parole à Louis Gill : « *Comme exemple privilégié de capital fictif, Marx donne le cas de la dette publique contractée par l'État pour financer ses dépenses courantes. Contrairement à la dette de l'entreprise privée, qui est reliée à des dépenses d'investissement et qui représente un capital dont la fructification doit procurer les moyens de rembourser la dette à son échéance et de payer entre-temps les intérêts périodiques, la dette publique nécessaire au financement des opérations courantes de l'État n'a rien d'une dépense*

*de capital, même si les intérêts versés à intervalles fixes aux créanciers de l'État apparaissent comme le revenu d'un capital. Le « capital » en question est ici purement fictif. Les sommes prêtées à l'État n'ont pas été investies « comme capital », mais dépensées « comme revenu ». Elles ont été « mangées », dépensées par l'État ; elles n'existent plus. La source des intérêts versés aux créanciers de l'État n'est pas le revenu d'un capital qui aurait fructifié, puisqu'un tel capital n'a pas été constitué, mais les revenus de l'impôt perçu par l'État. "Le capital qui, aux yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'État, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'État n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même" (Marx) » (Louis Gill, Fondements et limites du capitalisme).*

Si fictive et improductive soit elle comme capital, la dette publique s'est affirmée comme une nécessité. Elle s'est d'abord accrue au rythme des guerres et des levées de fonds colossales que celles-ci imposaient. Ensuite, comme nous l'explique Louis Gill, « *si l'intervention de l'État [et a fortiori la dette publique ndlr] s'est instituée comme politique économique générale, c'est qu'elle était vue comme le moyen de résoudre l'impasse dans laquelle se trouvait l'accumulation privée. Le point de départ se trouve donc dans les difficultés de l'accumulation du capital, ses blocages périodiques dans les crises et plus particulièrement dans la plus violente que le monde ait connue, la crise de 1929, suivie par la longue dépression des années trente.* »

Ainsi, la dette publique est avant tout et surtout la conséquence mécanique des tentatives récurrentes des gouvernements bourgeois de surmonter la crise chronique du capitalisme due à la baisse tendancielle du taux de profit. Aides toujours plus nombreuses aux entreprises, baisses des impôts pour les plus aisés, accroissement des dépenses de sécurité et militaires, ainsi qu'intérêts sur la dette, voilà ce qui a contribué à gonfler cette dette publique depuis des années. Par exemple, un rapport de l'INSEE indique : « *Depuis 1999 l'ensemble des mesures*

*nouvelles prises en matière de prélèvements obligatoires ont ainsi réduit les recettes publiques de près de 3 point de PIB [...] A titre d'illustration, en l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 point de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 points de PIB.* » ! Et l'explosion de la crise a poussé ce soutien au capitalisme à une échelle inconnue auparavant : sauvetage et renflouement des banques, subventions à l'industrie automobile, baisse de charges et d'impôts pour de multiples secteurs...

L'exemple d'états se trouvant aujourd'hui au bord de la banqueroute démontre clairement le caractère insoutenable de cette stratégie. Ce mouvement d'accroissement continu de la dette publique, qui accompagne les tentatives récurrentes de dépasser les obstacles à l'accumulation du capital, finit à terme par en ériger de nouveaux tout aussi insurmontables. La crise de la dette souveraine qui sévit depuis deux ans déjà en Europe, et qui, toute proportion gardée, rattrape actuellement les États-Unis, achève de démontrer que c'est le mode de production capitaliste dans son ensemble qui fait faillite. Et face à cela, la seule revendication véritablement révolutionnaire est celle de l'annulation de la dette publique.

---

#### **Le « plan d'aide à la Grèce » : Sarkozy et Merkel au secours des banques françaises et allemandes**

---

La crise de la dette grecque continue de tétaniser l'Europe ainsi que de faire planer une ombre menaçante sur l'ensemble de l'économie mondiale, particulièrement sur le système bancaire, et cela en dépit du scandaleux plan de sauvetage entériné courant juillet. Si la bourgeoisie allemande a semblé plus encline que la bourgeoisie française à « faire participer le privé » – cela sans doute parce que le capitalisme bancaire français, extrêmement concentré et constitué de certaines des plus grosses banques mondiales, a davantage de poids politique que son homologue allemand –, il est un point fondamental sur lequel Sarkozy et Merkel se sont parfaitement entendus : si plan de sauvetage de la Grèce il devait y avoir, celui-ci devait être un plan de sauvetage des créanciers de la Grèce ! Ce n'est pas la trompeuse « participation volontaire » des investisseurs qui suffira à masquer la nature exacte de ce plan de sauvetage : un hold-up au profit des banques !

Voilà ce qu'en disait un économiste dans une tribune du *Monde* (15/08/2011) : « *L'accord obtenu à Bruxelles pourrait difficilement être plus défavorable pour le contribuable, la décote sur les créances grecques s'élevant déjà à près de 50 % [La décote étant la perte de valeur pour les capitalistes effectivement mesurée à travers le prix extrêmement réduit auquel s'échangent aujourd'hui ces titres sur les marchés financiers] ! Outre la possibilité d'échanger leurs anciens titres contre des nouveaux, les investisseurs privés, eux, profitent également des nouvelles garanties du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Étant donné que l'État grec reste endetté à hauteur de plus de 130 % de son produit*

*intérieur brut (PIB), une nouvelle réduction [décote, ndlr] nettement plus draconienne est inéluctable à moyen terme - laquelle sera intégralement répercutée sur l'impôt. Les créanciers privés ne l'ignorent pas non plus et prendront part à la restructuration "sur la base du volontariat". La participation du secteur privé s'avère donc être une duperie, et ledit plan de sauvetage est avant tout un cadeau royal aux banquiers et autres détenteurs de dette grecque. Les commentaires de Nicolas Sarkozy, qui a vu dans l'accord décroché à Bruxelles le premier pas vers un gouvernement économique européen, étonnent si l'on considère un volet politique de l'accord particulièrement déshonorant : les aides publiques en faveur de la Grèce - dont le montant total pourrait s'élever à 200 milliards d'euros - tomberont pour l'essentiel dans l'escarcelle des 5 % de familles les plus fortunées du pays (on sait qu'aux États-Unis comme partout dans le monde, les 5 % de familles les plus argentées possèdent quelque 70 % des capitaux financiers). La socialisation de la dette grecque équivaut donc à un généreux transfert au profit des nantis.* »

Ces dernières semaines, la situation prend même une tournure grotesque depuis que la Finlande exige une garantie en capital pour sa contribution au plan d'aide. Si d'aventure cette revendication était satisfaite, ce qui ne manquerait pas de faire surgir la même revendication de la part d'autres pays, comme le constate amèrement un éditorial du *Monde* (30/08/2011), « *on aboutirait à ce paradoxe : pour être secourue, la Grèce devra déboursier à hauteur de l'aide qui lui est promise. Autant dire que le plan de sauvetage grec serait mort-né.* »

---

**La Grèce ne pourra rembourser, l'Europe menace d'implorer**

---

Cependant, même bien vivant, cet accord ne résout rien. Il ne fait que transférer encore une fois la charge de l'inévitable restructuration de la dette du secteur privé au secteur public, des capitalistes aux travailleurs. Car quelqu'un devra nécessairement payer en plus des Grecs : *« Les chiffres grecs sont effrayants. En 2009, le déficit public a atteint 15,5% du PIB et la dette 127,8% du PIB. En 2011, le déficit sera ramené à 7,9%, mais la dette va continuer son envolée à 152,6% (environ 350 milliards d'euros). Un déficit en grande partie dû au paiement des intérêts de la dette : le déficit « primaire » [déficit n'intégrant pas les montants consacrés au remboursement des intérêts sur la dette, ndlr] ne sera en effet que de 1,5%. En clair, l'austérité ne fait que commencer. Il faudra au moins vingt ans pour que la Grèce ramène sa dette publique à 60% du PIB, et encore, à condition de dégager un excédent budgétaire primaire annuel compris entre 8,4% et 14,5% du PIB, en fonction du scénario de croissance retenu, selon une étude du centre de réflexion économique Bruegel. Mission impossible selon ses auteurs : "Cela implique de consacrer entre un cinquième et un tiers des impôts au remboursement de la dette publique. Au cours des cinquante dernières années, aucun pays de l'OCDE, sauf la Norvège grâce à ses revenus pétroliers, n'a dégagé de façon permanente un surplus primaire de plus de 6% du PIB." Même si la Grèce restaure sa compétitivité, même si la croissance est au rendez-vous, l'horizon paraît définitivement bouché. » (Libération 28/02/2011).* Et dire qu'en plus la croissance n'est pas franchement au rendez-vous !

En fin de compte, pour les impérialismes européens, le coût d'un maintien de la Grèce dans la zone euro paraît de

plus en plus lourd à porter et contribue à exacerber leurs rivalités, en particulier celle opposant les impérialismes français et allemand, chacun cherchant à reporter au maximum le paiement de l'ardoise grecque sur les épaules de ses concurrents. A terme, derrière la volonté unanime de saigner le prolétariat grec et de secourir les banques, les tensions croissantes entre les différents impérialismes européens prendront une tournure similaire à celles mettant aux prises les capitalistes individuels en période de crise selon un processus décrit de manière impitoyable par Marx dans le *Capital* :

*« Tant que tout va bien, la concurrence [...] joue pratiquement le rôle d'une amicale de la classe capitaliste : celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfices mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin. Pour la classe capitaliste, la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis ».*

Un tel combat entre « frères ennemis », pour savoir quelle part chaque impérialisme supportera des pertes inévitables liées à la dette grecque ne peut qu'aboutir à une dislocation de la zone euro, d'autant que d'autres pays, comme une chaîne de dominos, s'apprentent à connaître la même descente aux enfers que la Grèce, ainsi qu'en témoigne la nouvelle dégradation des notes espagnole et italienne par les agences de notations.

---

### Les banques à l'agonie...

---

La question de la dette publique est intimement liée à celle des banques. A la fois parce que les banques sont les premiers acheteurs de ces dettes publiques – les enchères à travers lesquelles les états émettent leurs titres de dette étant réservées à ces conglomérats bancaires (20 au total en ce qui concerne la France) qui se chargent ensuite de les revendre sur le marché secondaire, mais aussi parce l'explosion de ces niveaux d'endettement public est la conséquence directe du sauvetage de ces banques par les états depuis 2008 : *« Entre le dernier trimestre de 2008 et fin 2010, la plus grande part de l'aide aux banques européennes a pris la forme de garanties, soit 757 milliards d'euros, ou encore 61% du total des aides, a-t-il indiqué [Joaquin Almunia, de la Commission Européenne, ndlr]. Les injections de capital ont représenté 303 milliards d'euros, les mesures de soutien aux actifs fragilisés 104 milliards et les mesures de liquidité 77 milliards, a-t-il précisé. Les banques du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne ont reçu 60% du total de cette aide. » (AFP, 04/10/2011)*

Dans une espèce de sombre remake de 2008, les banques se retrouvent aujourd'hui au cœur de la tourmente comme l'illustre au plus au point la faillite de Dexia. Après s'être goinfrées de toutes sortes d'actifs pourris assis sur des prêts immobiliers notamment, les banques ont été renflouées par les États et les banques centrales. A présent,

les voilà gorgées des dettes qu'ont contractées ces mêmes États afin de faire face à la crise, et donc, pour partie, afin de sauver leurs créanciers actuels ! Et maintenant que certains de ces États semblent acculés au défaut de paiement, les banques apparaissent à nouveau comme la pièce essentielle du mode de production capitaliste qui menace de rompre, ce qui ne manquerait pas d'accélérer et d'amplifier la récession se profilant.

Depuis le début de l'été, les banques subissent les foudres de la bourse. Ainsi, les cours de la Société Générale, de BNP-Paribas et du Crédit Agricole, qui font partie des plus grandes banques mondiales, se sont effondrés de respectivement 56%, 60%, et 57% depuis juillet. De partout les appels à la recapitalisation des banques européennes surgissent. De partout, sauf d'Europe bien sûr. Car celle-ci est dans un déni de réalité. Les « stress tests » organisés au printemps, les seconds, beaucoup plus stricts nous avait-on dit, sont parties intégrantes de cette mascarade, en sous-évaluant les besoins de capitaux. Il y a une raison à cet aveuglement. Seuls les états seraient en mesure d'apporter ces fonds propres et ils n'en ont tout simplement pas les moyens, tout comme ils n'ont plus véritablement les moyens de renflouer la Grèce. Il n'y a guère que le flot continu de liquidités apportées par les banques centrales (500 milliards quotidiennement selon une dépêche Reuters du 4 octobre) qui permette aux

banques de limiter la casse. Mais sûrement pas de guérir. Et derrière les banques, c'est toute l'activité économique qui est menacée par une contraction brutale du crédit.

Que les banques soient à nouveau au centre de la crise n'est pas anodin. Les banques constituent de gigantesques sociétés qui concentrent entre leurs mains une quantité astronomique de capitaux. En cela, elles sont le rouage fondamental du capitalisme qui permet d'abreuver les différents secteurs en crédit et de réallouer les excédents financiers des uns vers les besoins financiers des autres. Mais il s'agit surtout d'un parasitisme qui absorbe une part disproportionnée des profits et dicte des taux de rentabilité très élevés, asphyxiant littéralement l'activité réelle.

Face à cette situation, le mot d'ordre d'annulation des dettes ne se suffit pas à lui-même. Il doit impérativement se doubler de celui de l'expropriation des banques et de

l'étatisation du système de crédit pour en finir avec ce gigantesque parasitisme.

Or une telle perspective est indissociable de la question du pouvoir, et de quelle classe doit le détenir, question fondamentale mise en avant par Trotsky dans la partie du Programme de transition consacrée à l'expropriation des banques :

*« Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. [...] Cependant, l'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État passe lui-même des mains des exploiters aux mains des travailleurs ».*

---

### ... les gouvernements bourgeois à l'offensive

---

Terrifiés d'une part à l'idée de voir les pourvoyeurs de fonds du marché se détourner d'eux ou la note de leur dette abaissée – les deux s'auto-entretenant –, et conscients de la charge écrasante que constituent de tels volumes de dettes, les gouvernements européens rivalisent de coupes budgétaires. Aux États-Unis aussi, à l'issue d'une bataille politique intense, Républicains et Démocrates viennent de parvenir à un accord concernant au moins 2 400 milliards de dollars de « réduction de déficit » au cours des dix prochaines années. Il s'agit là, répétons-le, du plus grand « plan d'austérité » de toute l'histoire.

Il faut d'emblée souligner qu'il n'est absolument pas question d'une quelconque « dictature » des marchés financiers, c'est-à-dire d'une sorte d'autonomie et de toute puissance du système financier qui serait en mesure *« d'interdire toute politique autre que celle de l'austérité »*, comme l'affirme Mélenchon (*Le Monde* 23/08/2011) ! La seule chose qui interdit tout autre politique, c'est le capitalisme, la loi du profit. Laisser entendre que Sarkozy, Merkel et consorts – tenus en joue par une horde de spéculateurs sanguinaires – n'ont pas d'autres choix que la rigueur est une bien basse mystification. Qui a décidé de sauver à maintes reprises les plus grands généraux de cette prétendue junte financière ? Qui a encore décidé de les mettre à l'abri de toute restructuration de la dette grecque ? Avec qui ceux-ci dînaient-ils le soir du 6 mai 2007 au Fouquet's ? Cela ne remet pas en cause l'idée que les intérêts et les méthodes des uns et des autres peuvent parfois diverger à la marge.

Mais dans les circonstances présentes, gouvernements bourgeois et banquiers partagent bien davantage d'objectifs que l'inverse. Et en premier lieu, celui de faire payer cette crise aux masses. Alors vouloir opposer les gouvernements et les marchés financiers relève ou d'une méconnaissance crasse de la réalité ou bien d'une funeste stratégie de confusion.

En somme, l'accord sur la Grèce n'est-il pas justement la démonstration éclatante que les états bourgeois européens, la France et l'Allemagne en tête, refuseront jusqu'au bout de s'attaquer aux investisseurs et aux banques, c'est-à-dire de mettre en cause les intérêts d'une minorité ? Mais qui pouvait en douter ? Par contre, capitalistes et gouvernements bourgeois semblent plus que jamais résolus à faire payer chèrement aux prolétariats la préservation hors de toute atteinte de leurs privilèges en amplifiant et en démultipliant les attaques contre les acquis sociaux et contre les conditions de travail et d'existence des masses. « Massacre à la tronçonneuse » dans les budgets sociaux, baisse des salaires nominaux (en France les ouvriers de la *Fonderie du Poitou Aluminium* filiale du groupe Montupet vont voir leur salaire baisser de 25%), licenciements et fermetures d'usines de plus en plus nombreux dans l'industrie, destruction du droit à la santé et à l'éducation, augmentation des impôts et des taxes, mise au travail forcée des chômeurs et autres « inactifs », partout dans le monde, voici les perspectives qu'offre cette classe qui s'agrippe violemment à ses privilèges, qui défend féroce ses intérêts.

---

### La Grèce, « berceau » de la barbarie du capitalisme agonisant

---

Mais c'est encore vers la Grèce qu'il faut se tourner pour apercevoir ce qui attend les prolétariats dans nombre de pays : un recul brutal de plusieurs décennies en arrière, l'éradication pure et simple d'une kyrielle de conquêtes ouvrières. Rien qu'en évoquant les dernières mesures prises le 21 septembre, on perçoit cette régression sauvage imposée aux masses grecques : *« Les retraites supérieures à 1200 euros par mois seront réduites de 20 %. De même pour les retraites des fonctionnaires parties avant 55 ans,*

*également diminuées. Trente mille fonctionnaires seront concernés par un programme de "mise en réserve" cette année. A savoir qu'il leur sera versé 60 % de leur salaire et qu'ils auront douze mois pour trouver un nouvel emploi dans le secteur public, sous peine de perdre leur emploi. Le seuil de non-imposition sera abaissé à 5 000 euros de revenu annuel, contre 8 000 euros, et même 12 000 avant juin. La nouvelle taxe sur l'immobilier, hautement impopulaire dans un pays où 70 % des personnes sont*

*propriétaires, sera prolongée jusqu'en 2014. Elle devait à l'origine expirer l'an prochain. Les réformes et les privatisations seront accélérées. Selon le correspondant du Monde à Athènes, ce plan prévoyait aussi une augmentation de la taxe sur le fioul domestique. Les salaires de milliers de fonctionnaires devaient également être diminués. » (Le Monde 21/09/2011). Cela ne fait que rappeler la détermination inflexible de la bourgeoisie à écraser et à exploiter les masses pour sauver le capitalisme qui, il faut le redire, n'a pour seules limites que la capacité*

de résistance des masses elles-mêmes. Rien ne pourra s'y substituer.

Cette capacité de résistance des masses est elle-même liée à sa capacité à réunir des conditions politiques : imposer la réalisation du front unique de ses organisations, imposer la rupture de ses dirigeants avec la bourgeoisie et ses gouvernements. C'est à partir de là que pourra se dégager la seule issue réelle à la crise pour le prolétariat : en finir avec le capitalisme et pour cela établir son propre pouvoir.